



Strasbourg, le 10 octobre 2017

## Extrait du registre des délibérations du Conseil d'administration n°289-2017 du 10 octobre 2017

Séance du : 10/10/2017  
Sous la présidence de : Michel Samuel-Weis, Vice-Président

Ont assisté à la séance : 15 membres  
Absents excusés : 13 absents excusés dont 3 pouvoirs  
Absent non excusé : /

### Présents :

Azzedine BOUFRIOUA, Charles DESSERTY, Lucile FAVET, Cora FRANÇOIS, Jean-François GAVOTY, Francis GEORGE, Bernard GOY, Ange-Frédéric KOFFI, Sophie KOHLER, Sara MARGUIER, Claire MOREL, Michel SAMUEL-WEIS, Gérard STARCK, Darek SZUSTER, Benoît TOCK.

### Pouvoirs :

Jean-Luc BREDEL donne pouvoir à Cora FRANÇOIS  
Nicolas MATT donne pouvoir à Sara MARGUIER  
Fabienne KELLER donne pouvoir à Michel SAMUEL-WEIS

### Absents excusés :

Jean-Luc BREDEL, Alain FONTANEL, Camille GANGLOFF, Fabienne KELLER, Serena MANGANAS, Pascal MANGIN, Nicolas MATT, Henri METZGER, Annick NEFF, Ada REICHHART, Éric SCHULTZ, Emmanuel SEJOURNE, Catherine TRAUTMANN.

### 5ème point de l'ordre du jour : Modification de l'état des emplois de la HEAR : transformation d'un emploi

#### Délibéré

Le Conseil d'administration  
après en avoir délibéré :

- décide la transformation de l'emploi susmentionné ;
- autorise la modification de l'état des emplois de la Haute école des arts du Rhin telle que présentée dans l'annexe n° 1.

#### Vote

Votants : 18  
Pour : 18  
Contre : -  
Abstention : -

### Adopté

Rendu exécutoire par transmission à la Préfecture le 20 octobre 2017  
et affichage à la Haute école des arts du Rhin le 20 oct. 2017 à 17 heures.



Alain Fontanel  
Président





## Délibération du Conseil d'administration

n°289 - 2017 du 10 octobre 2017

**Objet : Modification de l'état des emplois de la HEAR : transformation d'un emploi**

### Exposé des motifs

L'Académie supérieure de musique de Strasbourg est composée de 3 agents gérés en propre, son administratrice, son assistant et son conseiller aux études supérieures de musique.

Suite au départ de Madame Léila FARAUT, Directrice adjointe du Conservatoire de Strasbourg en charge, à hauteur d'un mi-temps, du suivi des masters et de la gestion des relations internationales de l'Académie supérieure de musique de Strasbourg et conformément à la décision de la Ville de Strasbourg de réorganiser l'organigramme du Conservatoire, il est proposé de confier les missions précitées au conseiller aux études supérieures de musique de l'Académie.

Pour ce faire, il y a lieu, d'une part, d'augmenter le temps de travail afférant au poste de 75% à 100% à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2017 et d'autre part, de modifier l'intitulé du poste occupé en "Responsable des études musicales de l'Académie supérieure de musique".

La modification du temps de travail afférant au poste sera financée par les fonds propres de la Haute école des arts du Rhin.

**Le Conseil d'administration est invité à émettre son avis quant à l'augmentation du temps de travail afférant au poste de conseiller aux études supérieures de musique - cadre d'emplois des attachés territoriaux - de 75 % à 100% et de modifier son intitulé en "Responsable des études musicales de l'Académie supérieure de musique" à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2017.**

### Délibéré

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil d'administration après en avoir délibéré :

- décide la transformation de l'emploi susmentionné ;
- autorise la modification de l'état des emplois de la Haute école des arts du Rhin telle que présentée dans l'annexe n° 1.



**Annexe 1 à la délibération du Conseil d'administration du 10 novembre 2017**  
relative à la modification de l'état des emplois permanents de la HEAR

<b>emploi transformé /créé /supprimé</b>	<b>Intitulé de l'emploi</b>	<b>Fillière</b>	<b>Catégorie</b>	<b>cadres d'emplois</b>	<b>Calibrage : grade minimum de l'emploi</b>	<b>Calibrage : grade maximum de l'emploi</b>	<b>quotité de l'emploi</b>	<b>ETP de l'emploi</b>	<b>date à laquelle le poste est transformé / créé et à pourvoir</b>	<b>Motifs pour lesquels les postes peuvent être occupés par des agents non titulaires</b>	<b>Rémun. minimum</b>	<b>Rémun. maximum</b>
emploi transformé	Conseiller aux études supérieures de musique	Administrative	A	Attachés territoriaux	Attaché	Attaché principal	TNC (75%)	0,75	01/11/2017			
nouvel emploi suite à transformation	Conseiller aux études supérieures de musique	Administrative	A	Attachés territoriaux	Attaché	Attaché principal	TNC (100%)	1	01/11/2017	Art. 3-1 ; 3-2 ; 3-3 Loi n°84-53	IM 349	IM 783

Pour information : Loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale

Article 3-1 : Par dérogation au principe énoncé à l'article 3 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires et pour répondre à des besoins temporaires, les emplois permanents des collectivités et établissements mentionnés à l'article 2 de la présente loi peuvent être occupés par des agents contractuels pour assurer le remplacement temporaire de fonctionnaires ou d'agents contractuels autorisés à exercer leurs fonctions à temps partiel ou indisponibles en raison d'un congé annuel, d'un congé de maladie, de grave ou de longue durée, d'un congé de maternité ou pour adoption, d'un congé parental ou d'un congé de présence parentale, d'un congé de solidarité familiale ou de l'accomplissement du service civil ou national, du rappel ou du maintien sous les drapeaux ou de leur participation à des activités dans le cadre des réserves opérationnelle, de sécurité civile ou sanitaire ou en raison de tout autre congé régulièrement octroyé en application des dispositions réglementaires applicables aux agents contractuels de la fonction publique territoriale.

Les contrats établis sur le fondement du premier alinéa sont conclus pour une durée déterminée et renouvelés, par décision expresse, dans la limite de la durée de l'absence du fonctionnaire ou de l'agent contractuel à remplacer. Ils peuvent prendre effet avant le départ de cet agent.

Article 3-2 : Par dérogation au principe énoncé à l'article 3 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 précitée et pour les besoins de continuité du service, les emplois permanents des collectivités et établissements mentionnés à l'article 2 de la présente loi peuvent être occupés par des agents contractuels pour faire face à une vacance temporaire d'emploi dans l'attente du recrutement d'un fonctionnaire.

Le contrat est conclu pour une durée déterminée qui ne peut excéder un an. Il ne peut l'être que lorsque la communication requise à l'article 41 a été effectuée. Sa durée peut être prolongée, dans la limite d'une durée totale de deux ans, lorsque, au terme de la durée fixée au deuxième alinéa du présent article, la procédure de recrutement pour pourvoir l'emploi par un fonctionnaire n'a pu aboutir.

Article 3-3 : Par dérogation au principe énoncé à l'article 3 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 précitée et sous réserve de l'article 34 de la présente loi, des emplois permanents peuvent être occupés de manière permanente par des agents contractuels dans les cas suivants :

1° Lorsqu'il n'existe pas de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes ;

2° Pour les emplois du niveau de la catégorie A lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifient et sous réserve qu'aucun fonctionnaire n'ait pu être recruté dans les conditions prévues par la présente loi ; [...]

Les agents ainsi recrutés sont engagés par contrat à durée déterminée d'une durée maximale de trois ans. Ces contrats sont renouvelables par reconduction expresse, dans la limite d'une durée maximale de six ans.

Si, à l'issue de cette durée, ces contrats sont reconduits, ils ne peuvent l'être que par décision expresse et pour une durée indéterminée.